

**Communiqué de l'association suisse pour la laïcité (ASL)
au sujet
du vote sur l'initiative anti-minarets
ce 29 novembre 2009**

Au lendemain du succès inattendu de cette initiative, le comité de l'Association suisse pour la laïcité tient à faire connaître ici sa réaction.

Bien qu'assez sain dans son principe, parce qu'il s'attaque avant tout à l'islamisme totalitaire, ce vote porte à faux car il frappe l'immense majorité des musulmans de Suisse qui ne s'en réclament nullement.

Pour d'autres raisons aussi, les membres de l'association suisse pour la laïcité (ASL) ne peuvent qu'être déçus et inquiets.

Inquiets, parce que ce résultat heurte les musulmans de notre pays, désormais perçus comme des citoyens ou des populations de seconde zone. Inquiets, parce que des prédicateurs islamistes, considérés à tort et depuis trop longtemps comme les seuls représentants des musulmans de Suisse, ne manqueront pas de récupérer ce mécontentement en entonnant une fois de plus leur discours victimaire, en chœur avec tous les cléricaux du lobby interreligieux, qui n'ont jamais accepté la laïcité.

Déçus, parce que nos positions laïques, qui permettent de défendre strictement la liberté de conscience et de croyance, l'égalité, notamment entre hommes et femmes, contre les crimes de l'islamisme ou du traditionalisme musulman et l'aveuglement angélique d'une partie de l'opinion bien-pensante, restent apparemment inaudibles.

Inaudibles de la part d'une gauche dont l'angélisme multiculturel - et souvent électoraliste - l'a menée dans les mêmes impasses que son inconscience en matière de sécurité publique, et qui, pour mieux s'éviter de penser, reconduit incessamment les clichés toujours commodes de « l'intégrisme laïque » ou de la « laïcité à la française ». Gauche dont le laisser-faire égalitariste à l'égard de certaines immigrées subissant une oppression patriarcale tient d'une lâcheté et d'un mépris édifiants.

Inaudibles de la part d'une droite, au premier chef le parti radical, qui a complètement oublié sa tradition laïque.

Comme dans d'autres pays, cette inertie générale a laissé le champ libre à une extrême-droite démagogue qui prétend défendre la laïcité alors qu'elle n'accepterait jamais la séparation des Eglises et de l'Etat dans les cantons non encore laïques de Suisse. La paralysie de notre personnel représentatif aura mené, surtout, à ce que s'affrontent désormais, en lieu et place de principes politiques opposés mais universels, des coutumes ou des folklores noblement recyclés en « faits culturels » (ou religieux) et redevenus, comme au temps des Guerres de religion, les seuls marqueurs identitaires du moment : autant de nouvelles prisons où l'on s'enferme pour se distancer d'autrui, y compris de ses voisins les plus proches.

Tous ceux qui ont tant hésité, depuis plus de vingt ans, à condamner les communautarismes, parce qu'ils leur semblent plaisamment exotiques ou parce qu'ils craignent les effets des

sempiternels procès d'intention en islamophobie ou en antisémitisme, recueillent aujourd'hui le fruit de leurs lâchetés.

Durant cette campagne, notre association, qui fut, dès mai 2007, la première à prendre nettement position contre cette initiative anticonstitutionnelle, inégalitaire et de nature xénophobe, n'a été invitée par aucun média pour exprimer ses convictions. Les journaux, la radio, la télévision nous ont exclus de la liste de leurs interlocuteurs. Nous en prenons acte.

Nous observons aussi que parmi les quatre cantons ayant rejeté l'initiative, deux, Neuchâtel et Genève, sont laïques. Ce fait n'est pas dénué de signification.

Au-delà des différences, soucieux de privilégier ce qui nous rassemble plutôt que ce qui nous ressemble, les membres de l'ASL croient en l'unité fondamentale du genre humain. Raison pour laquelle le sacro-saint « droit à la différence », qui remporte aujourd'hui un de ses plus beaux succès, ne justifie aucune différence de droit.

Défenseurs des valeurs et des institutions républicaines, nous appelons tous ceux qui souhaitent instaurer une société sans discriminations ni privilèges à nous rejoindre et à travailler avec nous, ou du moins à s'inspirer des principes que nous défendons.

En particulier, nous nous adressons à tous ceux qui, durant cette campagne, se sont plu bruyamment à défendre la laïcité, afin qu'ils donnent la preuve de la sincérité de leurs convictions en travaillant à ce que les cantons suisses non encore laïques abolissent un impôt ecclésiastique totalement antidémocratique et séparent enfin leurs Eglises et leurs Etats.

Pour l'ASL et son comité,

Yves Scheller (Genève), président

Jean-Jacques Bise (Neuchâtel) vice-président